

Cours - « Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875 »

[MB v2.2]

- **Note** : voir [Livre Term. L/ES p. 130-157.](#)
- [Emission de France Culture sur le sujet](#)

Sommaire

Introduction.....	1
1. Le mouvement ouvrier sous l'Empire allemand : 1871-1918.....	2
1.1. La sociale-démocratie haïe et interdite jusqu'en 1890.....	2
1.2. Le développement du mouvement ouvrier.....	2
1.3. Un parti traversé par des débats internes.....	3
2. De la division à l'interdiction du mouvement ouvrier : 1918-1945.....	3
2.1. La répression de la Révolution spartakiste.....	3
2.2. La République de Weimar : une période de conquêtes sociales.....	4
2.3. L'échec face au national-socialisme.....	4
3. Le mouvement ouvrier en République Démocratique Allemande (RDA) : 1949-1990.....	5
3.1. Le rôle dirigeant du SED (Le Parti socialiste unifié d'Allemagne).....	5
3.2. Le projet de transformation socialiste.....	6
3.3. La réalité ouvrière et les contestations.....	6
4. Le mouvement ouvrier à l'Ouest depuis 1945.....	6
4.1. La refondation et la modernisation du SPD et du syndicalisme.....	6
4.2. Le SPD au pouvoir.....	7
4.3. De la réunification à nos jours.....	7
Conclusion.....	8

Introduction

Le socialisme¹ [**Livre p. 130 doc. 1**] a connu un essor remarquable partout en Europe à partir du dernier tiers du 19e s. et il est devenu une force politique majeure au siècle suivant, suscitant notamment la création de partis politiques et de syndicats qui ont joué un rôle-clé dans l'émergence d'une conscience ouvrière. Or, dès février 1848, c'est en langue allemande que paraît l'ouvrage fameux de [Karl Marx, Le Manifeste du Parti communiste](#), faisant référence à la « **lutte des classes** » (exploitation du prolétariat par la bourgeoisie) et à l'apparition d'une société sans classe sociale (ce que Marx appelle le « communisme ») grâce à une Révolution.

Dans quelle mesure l'évolution historique du socialisme allemand s'inscrit-elle dans ce cadre idéologique marxiste ?

Après son unification en 1875, la [sociale-démocratie](#) marxiste domine le

1 Doctrine qui critique la société née des Révolutions industrielles et vise à en réduire les inégalités en la rendant plus juste, en particulier par la propriété collective des moyens de production. Elle se décline en deux courants principaux : le **socialisme révolutionnaire** qui souhaite une Révolution mondiale et le **socialisme réformiste** qui rejette la Révolution en participant aux élections et aux gouvernements.

mouvement ouvrier allemand jusqu'en 1914. De 1918 à 1945, son opposition au mouvement communiste se double de son interdiction sous le régime national-socialiste (= nazi). Cette opposition culmine à partir de 1949 lors de la division de l'Allemagne en [RFA](#) (République fédérale allemande) et [RDA](#) (République démocratique allemande), avant la réunification de 1990 et la nouvelle donne de la gauche allemande et du syndicalisme allemand.

1. Le mouvement ouvrier sous l'Empire allemand : 1871-1918

1.1. La sociale-démocratie haïe et interdite jusqu'en 1890

- Le parti fondé sous le nom de [SAP](#) (*Sozialistische Arbeiterpartei*, Parti ouvrier [socialiste](#)) en [1875](#) est un produit de la fusion de deux groupes plus anciens. Son programme de Gotha (1875), marxiste, exprime à la fois des revendications réformistes et révolutionnaires, en particulier la nationalisation des moyens de production [[Livre p. 135 doc. 2](#)].
- La social-démocratie dénonce les structures politiques autoritaires de l'Empire allemand (II^{ème} *Reich*), créé comme État fédéral le 18 janvier 1871. Malgré l'introduction du suffrage universel masculin au Parlement (*Reichstag*), le pouvoir exécutif, aux mains de l'empereur (Guillaume I^{er} de 1871 à 1888, puis [Guillaume II](#) de 1888 à 1918) et de son [Chancelier impérial](#) (titre du chef du gouvernement) domine en effet l'assemblée parlementaire.
- En 1878, le chancelier Otto von [Bismarck](#) fait voter des lois anti-socialistes en vigueur jusqu'en 1890. Considérant les sociaux-démocrates comme des traîtres à la patrie depuis leur opposition à la guerre franco-prussienne de 1870-1871, Bismarck impose, après dissolution du *Reichstag*, l'interdiction du Parti ouvrier socialiste et de ses journaux. Malgré les difficultés de l'organisation clandestine, le parti continue de présenter des candidats aux élections législatives.

1.2. Le développement du mouvement ouvrier

- En [1890](#) le parti SAP prend son nom actuel de *SPD* (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands* - Parti social-démocrate allemand). La social-démocratie acquiert alors rapidement le monopole de la représentation des ouvriers. En 1913, l'Allemagne de la **Seconde Révolution industrielle** est devenue la première puissance économique européenne (et la deuxième puissance industrielle mondiale derrière les Etats-Unis), fondée sur l'industrie lourde et les industries nouvelles (électricité, chimie, optique), de grandes usines et un système bancaire moderne. Parmi les 8,4 millions d'ouvriers de l'industrie et de l'artisanat, le sentiment de solidarité de classe grandit [[Livre p. 132 et 133](#)].
- Le parti ouvrier s'appuie sur le [syndicalisme](#). L'unification nationale des

« syndicats libres » (socialistes) a lieu en 1891, sous la direction de [Carl Legien](#)². Ils organisent des grèves pour revendiquer de meilleures conditions de travail. Le mouvement ouvrier organise une véritable **contre-société**. Les ouvriers se regroupent au sein de coopératives, créent des associations, des clubs sportifs (vélo, natation, gymnastique), des journaux. L'apogée de cette culture ouvrière [[Livre p. 135 doc. 3](#)] se situe entre 1900 et 1914.

1.3. Un parti traversé par des débats internes

- Au [congrès d'Erfurt](#) en 1891, le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) adopte un programme marxiste. Cependant, une autre tendance veut évoluer démocratiquement vers le socialisme. Malgré de vifs débats, [August Bebel](#) maintient l'unité du parti dont il est le président depuis 1890.
- Dans les faits, la pratique du parti est réformiste jusqu'en 1914. Le SPD participe à toutes les élections et soutient des gouvernements dans plusieurs États (les *Länder*) de l'Empire. Aux élections du *Reichstag* de 1912, il devient la première force politique du pays. Lors de la déclaration de guerre en août 1914, la social-démocratie accepte la [Burgfrieden](#) (la « paix des forteresses », équivalent allemand de « l'Union sacrée » qui se forme en France au même moment) proposée par l'empereur.
- Les débats sur la *Burgfrieden* divisent le parti lorsque la guerre s'enlise. En janvier 1916 est créé le groupe révolutionnaire [Spartakusbund](#) (la Ligue spartakiste³), autour de [Rosa Luxemburg](#) [[Livre p. 137 doc. 4](#)] et [Karl Liebknecht](#) qui dénoncent la guerre d'annexion menée selon eux par le *Reich*. Un parti socialiste indépendant appelé le [USPD](#) (*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*) est même créé en avril 1917 et allié au *Spartakusbund*. De leur côté, les députés sociaux-démocrates votent avec les centristes une résolution en faveur de la paix qui fait suite à la [conférence socialiste internationale de Zimmerwald](#) en septembre 1915. La fin de l'isolement politique du SPD se paye donc d'une division du mouvement ouvrier.

2. De la division à l'interdiction du mouvement ouvrier : 1918-1945

2.1. La répression de la Révolution spartakiste

- Le 9 novembre 1918, une révolution initiée par les marins de [Kiel](#)⁴ se répand en Allemagne. Des Conseils d'ouvriers et de soldats se forment

² Il est le président de la Commission Générale des Syndicats allemands (*Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*)

³ Cet adjectif fait référence à la révolte d'un esclave thrace (grec) nommé Spartacus contre la République romaine de 73 à 71 avant J.C.

⁴ Principal port de guerre de la flotte allemande

dans les grandes villes⁵. À Berlin, la République est proclamée par [Philipp Scheidemann](#) (SPD) depuis le *Reichstag* et par Karl Liebknecht depuis l'hôtel de ville. L'empire s'effondre, mais une ambiguïté pèse sur le nouveau régime : doit-il être une « [dictature du prolétariat](#) » sur le modèle bolchevique [**Livre p. 139 doc. 5**] ou une démocratie parlementaire [**Livre p. 139 doc. 6**] ?

- Les années 1919-1921 sont sanglantes pour l'extrême gauche. Au sein du nouveau gouvernement, socialistes majoritaires (SPD) et indépendants (USPD) siègent ensemble. Mais la création du [Parti communiste d'Allemagne](#) (KPD ou *Kommunistische Partei Deutschlands*) par les spartakistes entraîne le départ des socialistes indépendants du gouvernement. Le KPD veut continuer la Révolution et accuse le SPD de trahir le mouvement ouvrier. Le ministre social-démocrate de la Défense, [Gustav Noske](#), ordonne alors la répression des soulèvements communistes. Les dirigeants spartakistes Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés le 15 janvier 1919 [**Livre p. 138 doc. 3**].
- Le 28 juin 1919, la nouvelle Assemblée vote la signature du [Traité de Versailles](#). Ce vote en faveur d'un texte dont les clauses sont très rigoureuses pour l'Allemagne pèse fortement sur la jeune République et alimente la propagande nationaliste.

2.2. La République de Weimar : une période de conquêtes sociales

- La Constitution de la [République de Weimar](#) de 1919 assure des avancées démocratiques et sociales. Le premier Président de la République est un social-démocrate, [Friedrich Ebert](#). Le nouveau gouvernement initie plusieurs réformes : abolition des privilèges nobiliaires, émancipation civile et politique des femmes, droit à l'instruction. Cependant, les structures économiques restent libérales.
- Les syndicats acquièrent un réel pouvoir de négociation. Le 15 novembre 1918, les syndicats sont reconnus officiellement comme représentants des salariés et les conventions collectives deviennent obligatoires. La loi instaure la journée de huit heures, les comités d'entreprise et l'assurance chômage (1927). La Confédération Générale syndicale allemande ([ADGB](#) : *Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund*), proche du SPD, compte 3 millions d'adhérents.

2.3. L'échec face au national-socialisme

- Les ouvriers sont fragilisés par la dépression économique des années 1930. L'Allemagne, touchée de plein fouet, compte 6 millions de chômeurs en 1932. La République est contestée par l'extrême gauche et par toute la droite. Les communistes, sous la direction de [Ernst Thälmann](#) luttent autant, voire plus contre le SPD⁶ [**Livre p. 135 doc. 4**] que contre le

5 Sur le modèle des [soviets](#) de la Révolution bolchevique russe d'octobre 1917.

6 Selon la terminologie communiste de l'époque, les socialistes sont alors considérés comme

Parti national-socialiste des travailleurs allemands ou [NSDAP](#) (le *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei*) de Hitler. Ce dernier profite de la crise (28 % de ses membres sont ouvriers en 1930). Il promet le relèvement de l'Allemagne au plan économique (résolution du chômage par l'embauche massive d'ouvriers dans les usines d'armement), politique (suppression du régime parlementaire) et international (révision du Traité de Versailles). Ses troupes paramilitaires (en particulier les [SA](#), sections d'assaut ou *Sturmabteilungen*) affrontent les militants du KPD [[Livre p. 150 doc. 1a](#)], avec la complicité tacite des autorités judiciaires qui sont très hostiles aux communistes⁷.

- L'Allemagne nazie persécute le mouvement ouvrier. Quand Adolf Hitler est nommé Chancelier le 30 janvier 1933, il ordonne la répression du mouvement ouvrier : le KPD est interdit au lendemain de [l'incendie du Reichstag](#) en février 1933 et, bientôt, le NSDAP est le seul parti autorisé. Plusieurs députés de gauche sont assassinés ou contraints à l'exil, tandis que les opposants sont internés dans les camps de concentration (beaucoup d'entre eux y périssent, tel Ernst Thälmann en 1944).

3. Le mouvement ouvrier en République Démocratique Allemande (RDA) : 1949-1990

3.1. Le rôle dirigeant du [SED](#) (Le Parti socialiste unifié d'Allemagne⁸)

- Dans la zone soviétique, le rôle dirigeant du SED est établi dès la période de l'occupation (1945-1949). En 1945, les communistes allemands prennent le pouvoir au sein de l'ancien KPD. En avril 1946, les sociaux-démocrates sont contraints par les Soviétiques de fusionner avec les communistes, conduits par [Wilhelm Pieck](#), au sein du SED qui fonctionne selon les règles du « [centralisme démocratique](#) », défini par Lénine : les décisions sont prises par le Bureau politique du Comité central et imposées au reste de l'appareil du parti.
- Le 7 octobre 1949 est fondée la République démocratique allemande (RDA) sous la tutelle, du SED. C'est une réponse à la création, le 24 mai 1949, de la République Fédérale allemande (RFA). Produit de la « Guerre froide » (1947-1991) entre Etats-Unis et URSS, la RDA est dirigée par le SED et son Secrétaire général [Walter Ulbricht](#) jusqu'en 1971, même si l'appareil d'État reste distinct des organes du parti.
- Le parti s'appuie sur des organisations de masse pour mobiliser la société est-allemande. La population est encadrée par de multiples associations : la « [Jeunesse libre allemande](#) » (FDJ ou *Freie Deutsche Jugend*), les « Pionniers »⁹ ou le [syndicat allemand libre des Travailleurs](#) (FDGB : *Freie*

des « [sociaux-traites](#) ».

7 Ceux-ci sont cependant loin d'être désarmés : ils possèdent aussi une milice paramilitaire, appelée « [Ligue des combattants du front rouge](#) » ; rien qu'en 1931, on relève ainsi la mort de 103 militants communistes et de 79 militants nazis.

8 *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, en allemand.

9 Exactement calqués sur les [Komsomol](#) soviétiques.

Deutsche Gewerkschaftsbund). La grève disparaît du code du travail en 1961, année de la construction du mur de Berlin.

3.2. Le projet de transformation socialiste

- La suppression du capitalisme commence dès l'occupation soviétique. Le mouvement ouvrier soutient l'expropriation des terres et l'étatisation des entreprises ordonnées entre 1945 et 1947 par les Soviétiques dans le cadre de la [dénazification](#).
- La RDA ne reconnaît que deux classes sociales, les ouvriers et les paysans. Ils représentent respectivement 82,5 % et 13,5 % de la population active en 1964. En réalité, le monde ouvrier est parcouru d'inégalités de salaires, et l'émergence d'une catégorie de cadres privilégiés, liés au parti, contredit l'idéal d'une société sans classes.

3.3. La réalité ouvrière et les contestations

- Le régime réprime toute contestation. La RDA développe une propagande qui glorifie la figure de l'ouvrier. Cette propagande se heurte à de fortes résistances. L'élévation des cadences provoque des grèves, puis le soulèvement du [17 juin 1953](#). L'insurrection gagne toute la RDA : les ouvriers réclament la démocratie dans l'entreprise, des élections libres et la réunification [[Livre p. 142 doc. 2](#)]. L'intervention des troupes soviétiques sauve le régime [[Livre p. 143 doc. 4](#)]. Après 1953, l'opposition politique réduite est surveillée par la police politique, émanation directe du Ministère de la Sécurité d'Etat (*Ministerium für Staatssicherheit*), abrégé en « [Stasi](#) ».
- Mais l'opposition ne disparaît pas totalement. La population développe toute une gamme de comportements distants. La [Perestroïka](#) (restructuration), lancée en 1986 en URSS, alimente les mouvements d'opposition en RDA. 500 000 personnes participent aux manifestations pacifiques de Leipzig à l'automne 1989 pour réclamer plus de liberté. La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, entraîne la réunification allemande le 3 octobre 1990.

4. Le mouvement ouvrier à l'Ouest depuis 1945

4.1. La refondation et la modernisation du SPD et du syndicalisme

- Le 19 avril 1945, à Hanovre, [Kurt Schumacher](#) refonde le SPD. Il veut reconstruire l'économie sur la base des nationalisations et de la planification. Anti-soviétique, il réclame l'unité et la souveraineté de l'Allemagne. Mais [l'Union chrétienne démocrate d'Allemagne](#) (CDU : *Christlich Demokratische Union Deutschlands*) gagne les premières élections à la Diète fédérale allemande ([Bundestag](#)). [Konrad Adenauer](#) (leader de la CDU) est alors Chancelier de 1949 à 1963, et donne la priorité à l'intégration de la RFA au bloc occidental capitaliste.

- Les années 1950 voient une refondation du pacte social. La loi du 11 octobre 1952 institue dans les grandes entreprises la [cogestion](#) patronat-syndicat : au sein de Conseils de surveillance, les représentants du personnel et du patronat déterminent ensemble la politique de l'entreprise en matière de salaires ainsi que les conditions et le temps de travail. Ce système devient le pilier de « l'économie sociale de marché » qui se met en place en RFA¹⁰. L'ancienne ADGB qui est devenue la Confédération allemande des syndicats ou [DGB](#) (*Deutscher Gewerkschaftsbund*) en 1949 [[Livre p. 141 doc. 2](#)] continue d'afficher sa puissance représentative dans le monde des travailleurs allemands (pas moins de 7 millions d'adhérents en 2004).
- Au [Congrès de Bad Godesberg en 1959](#) [[Livre p. 144 doc. 1](#)], le SPD **renonce à la référence marxiste** dans son programme. En 1960, il accepte l'intégration de la RFA à l'Ouest et à l'[OTAN](#) (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). [Willy Brandt](#), maire de Berlin-Ouest, est choisi comme candidat à la Chancellerie en 1961 [[Livre p. 145 doc. 3](#)]. Il s'entoure d'une nouvelle génération de socialistes.

4.2. Le SPD au pouvoir

- En 1966, une coalition associant le SPD et la CDU accède au pouvoir. Dans le [gouvernement de Kurt Kiesinger](#) (CDU), Brandt est ministre des Affaires étrangères. Si le parti gagne en légitimité, la révolte étudiante de 1968-1969 montre que la jeunesse désapprouve l'orientation modérée du SPD.
- En 1969, Willy Brandt devient le premier chancelier social-démocrate de la RFA. Il veut « plus de démocratie » pour l'Allemagne. Il initie une politique de rapprochement avec la RDA (*Ostpolitik*). Mais le choc pétrolier de 1973 lui ôte les moyens financiers de poursuivre les réformes sociales. En 1974, il cède la Chancellerie à [Helmut Schmidt](#), qui préserve les acquis sociaux malgré la crise économique.
- Le militantisme socialiste, qui avait augmenté depuis 1959, baisse après 1976. Le parti vieillit. Surtout, le SPD recrute de plus en plus dans les classes moyennes, dans un contexte de transformation globale de la société.

4.3. De la réunification à nos jours

- Lors de la réunification (1990), le SPD est en retrait face à la détermination du Chancelier [Helmut Kohl](#) (CDU). Désavoué aux élections de 1990, le SPD est contraint de réfléchir aux problèmes économiques nés de la réunification : il accepte, par exemple, la privatisation de l'économie. En axant sa campagne sur l'idée d'un « nouveau centre », le SPD dépasse la CDU en 1998 : [Gerhard Schröder](#) devient Chancelier et associe les « Verts » ([les écologistes allemands : Die Grünen](#)) au gouvernement. En 2003, il annonce un ensemble de réformes appelé « Agenda 2010 » pour favoriser la compétitivité et la croissance mais qui

¹⁰ Système où l'Etat encadre le marché en garantissant la libre concurrence, tout en promouvant une certaine compensation sociale.

bouleverse le marché du travail : nombreux licenciements et réduction de salaire ce qui lui vaut la défiance de l'aile gauche de son parti et de violentes manifestations dans les *Länder* (Saxe-Anhalt surtout) de l'ancienne RDA [**Livre p. 146 docs. 1, 2 et 5**]

- Après la réunification, le SED devient le **PDS** (Parti du socialisme démocratique : *Partei des Demokratischen Sozialismus*). Lors des premières élections de l'Allemagne réunifiée, en décembre 1990, il obtient 10 % des voix en ex-Allemagne de l'Est mais seulement 5 % à l'échelle nationale. Le parti cultive « l'Ostalgie »¹¹ [**Livre p. 150 doc. 1**] et utilise volontiers la mémoire des anciens communistes. En 2005, ce parti change de nom en *Linkspartei* (Parti de Gauche) avant de fusionner en juin 2007 avec d'autres groupuscules pour former *Die Linke* (la Gauche) [**Livre p. 147 doc. 4**] et radicaliser ainsi un discours violemment anti-libéral¹².
- Dans les années 2000, la gauche modérée cherche à se rénover. Le SPD promeut l'idée d'un «État social prévoyant» de plus en plus inspiré par l'écologie ([Programme de Hambourg en 2007](#)).

Conclusion

[à faire en classe par la classe]

La sociale-démocratie allemande a exercé et exerce encore une grande influence sur le mouvement ouvrier international. Le mouvement syndical demeure puissant et reconnu en Allemagne, comme en témoigne la manifestation de la DGB à Berlin le 16 mai 2009 qui a rassemblé 100 000 personnes [**Livre p. 131 doc. 2**]. Cependant en Allemagne même, depuis 1990, les partis de gauche cherchent à s'adapter à une société en évolution rapide et surtout, ils doivent faire face à la crise économique européenne depuis 2008.

11 Ce néologisme désigne une nostalgie de la RDA, considérée comme ayant protégé ses citoyens de l'aspect « sauvage » du capitalisme néo-libéral (couverture sociale universelle, apparente égalité des droits et des rangs sociaux...)

12 Aux élections du *Land* de Brême le 13 mai 2007, le Parti de gauche a passé pour la première fois la barre des 5 % dans une élection régionale en Allemagne de l'Ouest avec 8,4 %, profitant de la défiance envers les deux partis de la coalition gouvernementale